



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS



ENST2



ENSAE



Ecole polytechnique
Direction des Achats

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Réalisation de travaux tous
corps d'état pour l'Ecole
polytechnique et l'Institut
Polytechnique de Paris

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**








Consultation n°

MX25-010





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8. LITIGE ET SANCTIONS	19
9. FIN DU CONTRAT	20

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Réalisation de travaux tous corps d'état pour l'Ecole polytechnique et l'Institut Polytechnique de Paris
 Acheteur	Groupement de commande : Ecole polytechnique et Institut Polytechnique de Paris
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de travaux
 Structure	13 lots
 Durée	12 mois - 3 reconductions
 Développement durable	Clause environnementale et clause sociale
 Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Réalisation de travaux tous corps d'état pour l'Ecole polytechnique et l'Institut Polytechnique de Paris

La catégorie CSPS applicable au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail est déterminée pour chaque bon de commande.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

- Ecole polytechnique – Route de Saclay – 91128 Palaiseau Cedex.
- L'Institut Polytechnique de Paris sur le campus de l'Ecole polytechnique.

■ Exclusivité :

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat : le présent accord-cadre ne couvre pas les prestations faisant l'objet d'un maître d'œuvre externe.

■ Pièces contractuelles :

Pour chacun des lots, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le Cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations du contrat ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures ;
- l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour :

- **L'Ecole polytechnique**, coordonnateur du groupement de commande, représenté par Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

Direction des Achats
Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 Palaiseau

- **L'Institut Polytechnique de Paris**, membre du groupement de commande, représenté par Thierry Coulhon, Président du Directoire de l'Institut Polytechnique de Paris

Pour l'ensemble du groupement, **la maîtrise d'œuvre est interne** et assurée par le service technique du maître d'ouvrage ci-après :

Ecole polytechnique - Direction du Patrimoine Immobilier - Route de Saclay - 91128 Palaiseau Cedex

■ Conduite d'opération :

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage.

■ Contrôle technique :

Le contrôleur technique est désigné par l'Ecole polytechnique pour chaque prestation.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

■ Coordination Sécurité Protection de la santé (CSPS) :

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le CSPS est désigné par l'Ecole polytechnique pour chaque prestation.

■ Mission OPC :

Sans objet.

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **13 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Pour chacun des lots, le montant maximum est renseigné à l'acte d'engagement. Les montants maximums indiqués constituent les montants qui ne peuvent être dépassés et ne présentent aucune obligation de dépense.

N° de lot	Objet
Lot 1	Réalisation de travaux de béton et maçonnerie
Lot 2	Réalisation de travaux de Chauffage, Ventilation et Climatisation-CVC
Lot 3	Réalisation de travaux de désamiantage et déplombage
Lot 4	Réalisation de travaux d'électricité CFO
Lot 5	Réalisation de travaux de couverture-étanchéité-bardage
Lot 6	Réalisation de travaux de menuiserie bois
Lot 7	Réalisation de travaux de menuiserie PVC aluminium, vitrerie
Lot 8	Réalisation de travaux de métallerie-serrurerie
Lot 9	Réalisation de travaux de peinture, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie
Lot 10	Réalisation de travaux de plomberie sanitaire
Lot 11	Réalisation de travaux de voirie réseau divers et adduction d'eau
Lot 12	Réalisation de travaux fluides spéciaux
Lot 13	Fourniture, installation et travaux d'agencement de mobilier de laboratoires

Chaque lot est attribuable séparément et fait l'objet d'un accord-cadre distinct.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Les bons de commandes seront notifiés par le pouvoir adjudicateur et réalisés sur la base du devis détaillé du titulaire conformément au BPU.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour formuler par écrit ses observations éventuelles à la Direction du Patrimoine Immobilier.

■ **Commandes hors BPU :**

Pour les prestations ne figurant pas au BPU, les prix font l'objet d'un devis détaillé affichant le taux de marge appliqué aux fournitures et sont débattus avec le maître d'ouvrage. En l'absence d'accord entre les 2 parties, les prestations sont exceptionnellement commandées en-dehors de l'accord-cadre si les conditions sont plus avantageuses pour le membre du groupement de commande.

Par période d'exécution, les commandes hors BPU ne peuvent pas dépasser 10% du montant maximum annuel du lot concerné.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Pour chacun des lots, le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter du 05/02/2026.

Les bons de commande peuvent être émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Ils peuvent être exécutés pendant une durée de 6 mois suivant la date de fin de validité de l'accord-cadre. Cette durée peut être augmentée en cas d'aléas rencontrés pendant l'exécution des prestations qui nécessiteraient de prolonger la durée d'exécution du bon de commande.

■ **Reconduction :**

Pour chacun des lots, le contrat est reconductible 3 fois 12 mois de manière tacite.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé soit dans le bon de commande, soit dans l'ordre de service. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande ou de l'ordre de service par le titulaire.

■ **Délais de remise des documents :**

Le titulaire remet le devis au membre du groupement dans un délai maximum de 7 jours calendaires à compter de la réception de la demande de devis (accusé de réception par mail) ou de la visite de site le cas échéant.

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Le titulaire remet les documents à fournir avant l'exécution des travaux dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande ou de l'ordre de service. Ces documents sont soumis au visa du maître d'ouvrage. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables, à la date anniversaire de début d'exécution, à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule comme suit :**

$$P1 = P0 \times (0.10 + 0.90 \times I1/I0)$$

dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

I0 = désigne le dernier indice publié au « mois zéro »,

I1 = désigne le dernier indice publié à la date de révision.

Le « mois zéro » correspond au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

N° de lot	Objet	Index et libellé
Lot 1	Béton et maçonnerie	BT01 - Index général tous corps d'état
Lot 2	Chauffage, Ventilation et Climatisation-CVC	BT41 - Ventilation et conditionnement d'air
Lot 3	Désamiantage et déplombage	BT01 - Index général tous corps d'état
Lot 4	Electricité CFO	BT47 - Electricité
Lot 5	Couverture-étanchéité-bardage	BT53 Étanchéité asphalte-multicouche
Lot 6	Menuiserie bois	BT18a - Menuiserie intérieure
Lot 7	Menuiserie PVC aluminium, vitrerie	BT19b - Menuiserie extérieure
Lot 8	Métallerie-serrurerie	BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie
Lot 9	Peinture, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie	BT01 – Index général tous corps d'état
Lot 10	Plomberie sanitaire	BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)
Lot 11	Voirie réseau divers et adduction d'eau	BT02 - Terrassements
Lot 12	Travaux fluides spéciaux	BT01 – Index général tous corps d'état
Lot 13	Fourniture, installation et travaux d'agencement de mobilier de laboratoires	BT01 – Index général tous corps d'état

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Contenu des prix :**

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

L'option A du CCAG Travaux s'applique.

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance est fixé à 30% si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement commence à 50 % d'avancement et est entièrement récupérée à 80 % d'avancement. Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

Lorsqu'une partie de la prestation est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

■ Modalités de règlement et régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment de la réception des travaux du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG, les bons de commande dont le délai d'exécution est inférieur à 3 mois ne donne pas lieu à la mise en place de projets de décompte.

Le groupement de commande se laisse toutefois la possibilité de prévoir la mise en place de projets de décompte pour des bons de commande dont la durée est inférieure à 3 mois.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont mensuels.

■ Retenue de garantie :

Pour les bons de commande à partir de 50 000 € HT, les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le fournisseur est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées et non levées par l'acheteur.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique. Il n'est pas autorisé de substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 10.7.1 du CCAG Travaux, en cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations indiquées ci-dessous sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET (SIRET Ecole polytechnique : 19911568400011 - SIRET IPPARIS : 130 025 620 00019) ;
- le numéro du compte bancaire ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande ou au n° du marché ou référence assimilée ex : n° de convention) ;
- le code du Service Exécutant (code SE).

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront adressées dans les conditions prévues par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal de ses factures et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par le service en charge du paiement.

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande ou au n° du marché ou référence assimilée ex : n° de convention) ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : Les coordonnées nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro (numéro d'engagement, code service le cas échéant) sont précisées sur la notification du marché adressée au titulaire.

■ **Autorité compétente pour payer les dépenses :**

Agent comptable de l'Ecole polytechnique :
Ecole polytechnique
Direction comptable
Route de Saclay
91128 Palaiseau

Agent comptable de l'Institut Polytechnique de Paris :
Institut Polytechnique de Paris
Direction comptable
5 avenue Henry le Chatelier
91128 Palaiseau

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

■ Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

■ Interruption pour intempéries :

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

■ Lieux de dépôt des déblais :

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

■ Ordres de service :

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception datée.

Les ordres de service sont établis pour les bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, en précisant la date de début et de fin de chantier.

Pour les travaux d'un montant inférieur, le délai sera convenu entre les 2 parties et indiqué sur le bon de commande. Toutefois, pour certaines prestations, il est possible qu'un ordre de service soit établi.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 2 jour ouvrés, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

■ Registre du chantier :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas établi de registre de chantier.

■ Réduction des nuisances :

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

■ **Suivi de chantier :**

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS. Ces réunions sont fixées selon les besoins du maître d'ouvrage.

Le compte-rendu est rédigé par le représentant du maître d'ouvrage.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à des visites impromptues en dehors des visites périodiques.

■ **Etudes d'exécution :**

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Par dérogation à l'article 29 du CCAG, ces documents sont soumis au visa du maître d'ouvrage. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

■ **Documents fournis après exécution des travaux :**

Les informations relatives aux documents fournis après exécution des travaux sont mentionnées au CCTP.

■ **Repliement du chantier et remise en état des lieux :**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

6.2. Vérification des prestations

■ **Essais et contrôles des ouvrages :**

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'ouvrage prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Vérification des matériaux et produits :**

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

■ Réception des travaux :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/Travaux, une réception sera effectuée à l'issue de chaque commande dans les conditions ci-dessous.

A l'issue des travaux de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT, un procès-verbal de réception sera établi conjointement par le titulaire et par le représentant de la Maitrise d'ouvrage.

Pour tout bon de commande d'un montant inférieur à 50 000 € HT la validation de la facture aura valeur de réception, sauf exception pour laquelle le maître d'ouvrage décide d'appliquer les conditions de réception mentionnées ci-dessus.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

■ Réception partielle :

Conformément à l'article 42 du CCAG Travaux, les différentes prestations du contrat peuvent faire l'objet d'une réception partielle pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Dans une recherche d'exemplarité et en application du 6° du paragraphe I de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, qui vise à ce que puissent être valorisés sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020, le titulaire est tenu d'effectuer un tri sélectif rigoureux des déchets de chantier.

En produisant les bordereaux de suivi correspondants, il est par ailleurs tenu d'en assurer la traçabilité et de justifier auprès du Maître d'Ouvrage de leur dépôt effectif en centre(s) agréé(s) en vue de leur recyclage ou de leur valorisation matière ou énergétique. Le titulaire remet les bordereaux de suivi au Maître d'Ouvrage dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception de sa demande écrite. Au-delà de ce délai, le titulaire encourt la pénalité prévue au présent CCAP. Celle-ci n'exonère pas le titulaire de sa responsabilité.

Le titulaire avise ses sous-traitants des obligations énoncées au présent article qui leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

■ Clause sociale :

Formation initiale : le titulaire du marché s'engage à dispenser une formation initiale à tous les nouveaux salariés avant leur prise de poste. Cette formation doit inclure les règles de sécurité, l'utilisation des équipements de protection individuelle, et les procédures d'urgence en cas d'accident.

Formation continue : le titulaire du marché doit mettre en place un programme de formation continue

pour ses salariés. Ce programme doit inclure des modules sur la sécurité au travail et les évolutions réglementaires. Les salariés doivent bénéficier de formations régulières pour maintenir et développer leurs compétences.

Reporting : le titulaire du marché doit fournir un rapport à l'Ecole polytechnique, au plus tard 30 jours avant la fin de la période d'exécution en cours, sur les actions mises en place concernant la formation initiale et continue. Ce rapport doit inclure des indicateurs sur les formations dispensées.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi. Passé ce délai, la notification de l'acte est réputée être le 8^{ème} jour après l'envoi.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, le titulaire doit justifier avant la notification du contrat qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

Le titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, l'attestation d'assurances doit être fournie avant la notification du contrat.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Dégradations causées aux voies publiques :**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ Suivi des dépenses :

Afin d'assurer le suivi d'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire envoie semestriellement (tous les six (6) mois) à l'Ecole polytechnique à une adresse mail qui lui sera communiquée par l'acheteur, un fichier de reporting des commandes reçues par l'Ecole, à compter de la date de début d'exécution de l'Accord-cadre et cela jusqu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande de l'Accord-cadre.

L'Ecole polytechnique se réserve la possibilité de demander un reporting de clôture 3 mois calendaires après la fin du marché pour tenir compte des délais de livraison et facturation.

Le fichier de reporting comporte impérativement les éléments suivants :

- Numéro de l'accord-cadre ;
- Objet de l'accord-cadre ;
- Période concernée ;
- N° et date des bons de commande
- Montant hors taxes du bon de commande
- Date d'exécution du bon de commande
- Cumul des montants des bons de commande reçues sur la période concernée
- Cumul des montants des dépenses sur BPU sur la période concernée
- Cumul des montants des dépenses hors BPU sur la période concernée.

Le Titulaire adresse son fichier de reporting, sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'échéance de la période de six (6) mois précitée, sous format EXCEL.

En cas d'absence ou de retard dans la remise du reporting, les pénalités prévues au présent CCAP s'appliquent. Le titulaire est responsable de l'envoi du fichier de reporting, selon les modalités précitées, même en l'absence d'une notification de rappel de la part de l'Ecole polytechnique.

En cas de remise d'un reporting erroné ou incomplet au regard des exigences définies au présent article, le reporting est considéré comme non remis.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Mesures de sécurité :

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

- Contrôle nominatif

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/TVX, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'École polytechnique, pendant la durée du marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

■ **Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques :**

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière. Elle est réalisée par le titulaire sous le contrôle des services compétents du membre du groupement concerné.

Le titulaire informe, par écrit, les services compétents, cinq jours au moins avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

■ **Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Retard dans la fourniture de devis	En cas de retard dans la fourniture d'un devis, le titulaire encourt une pénalité de 70 € par jour de retard. Plafonnement : 1000 € par bon de commande concerné. Délai de fourniture d'un devis : cf. rubrique « délais de remise des documents » à l'article « durée du contrat et délais d'exécution ».
Retard dans la remise des documents fournis avant l'exécution des travaux (tels que plans d'exécution, notes de calculs, études de détail)	En cas de retard dans la fourniture des documents avant l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard. Plafonnement : 1000 € par bon de commande concerné. Délai de remise des documents avant travaux : cf. rubrique « délais de remise des documents » à l'article « durée du contrat et délais d'exécution ».
Retard dans la remise des documents fournis après l'exécution des travaux (DOE)	En cas de retard dans la fourniture des documents après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard. Délai de remise des documents après travaux : cf. rubrique « délais de remise des documents » à l'article « durée du contrat et délais d'exécution ».
Absence lors d'un RDV sur chantier	En cas d'absence lors d'un RDV chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 €.
Non remise des bordereaux de suivi relatifs aux déchets	En cas de non remise des bordereaux de suivi relatifs aux déchets dans le délai porté au présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €. Délai de remise du registre et des bordereaux de suivi : cf. article « clause environnementale »
Retard dans la remise du reporting des dépenses	En cas de retard dans la fourniture du reporting des dépenses, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard, à compter du 3 ^{ème} jour ouvré de retard. Au-delà de 7 jours ouvrés de retard, la pénalité pour absence de remise du reporting des dépenses s'applique et la présente pénalité ne s'applique pas. Délai de remise du reporting : cf. rubrique suivi des dépenses au présent document
Absence de remise de reporting de suivi des dépenses	En cas d'absence de fourniture du reporting des dépenses, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de de 400 €.
Retard dans la remise du reporting relatif à la clause sociale	En cas de retard dans la fourniture du reporting relatif à la clause sociale, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard, à compter du 3 ^{ème} jour ouvré de retard. Au-delà de 7 jours ouvrés de retard, la pénalité pour absence de remise du reporting s'applique et la présente pénalité ne s'applique pas. Délai de remise du reporting : cf. rubrique clause sociale au présent document
Absence de remise de reporting relatif à la clause sociale	En cas d'absence de fourniture du reporting relatif à la clause sociale, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de de 400 €.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours calendaires, y compris samedis, dimanches et jours fériés.

Les pénalités définies au contrat sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités sont appliquées dès le 1^{er} euro. Il n'y a pas d'exonération de pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

En application de l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 10 % du montant total HT du bon de commande concerné.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, l'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT des bons de commande en cours d'exécution, diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Garanties particulières

Le point de départ des responsabilités résultant de la garantie biennale et de la garantie décennale est fixé à compter de la date d'effet de la réception de l'ouvrage, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du CCAG, à la date d'effet de cette réception partielle. Cette disposition n'est pas remise en cause par la mise en service et mise à disposition anticipées de partie des installations et ouvrages selon planning contractuel. En particulier, les entreprises obtiendront des constructeurs les prolongations de garantie requises.

Garantie biennale

Conformément aux principes de l'article 1792.3 du code civil, la garantie biennale couvre les vices susceptibles de compromettre le bon fonctionnement des éléments d'équipements concernés par le marché. Le point de départ de la garantie est fixé à compter de la date de réception des travaux.

Garantie décennale

Conformément aux principes de l'article 1792 du code civil, la garantie décennale couvre les vices susceptibles de compromettre la solidité de l'ouvrage concerné par le marché ou de nature à le rendre impropre à sa destination.

Le point de départ de la garantie est fixé à compter de la date d'effet de la réception, soit expresse, soit tacite, de l'ouvrage achevé ou en ce qui concerne les travaux sur lesquels portent des réserves, à compter du jour où, les travaux correspondants à ces réserves ayant été exécutés, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) constate l'achèvement.

Mise en œuvre des garanties

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder, pendant la période de garantie, à toutes les nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaire, après avoir averti l'entreprise en temps utile.

L'entreprise devra, dès qu'un désordre lui sera notifié, remédier à celui-ci, soit par le remplacement immédiat du ou des matériels défectueux, soit par la mise en place d'un matériel de remplacement.

Le titulaire ne pourra prétendre au versement d'indemnités pour les fournitures ou pour les frais occasionnés.

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.

La rubrique *Modalités de règlement et régime des paiements* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 12 du CCAG.

La rubrique *Registre du chantier* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 28.5 du CCAG.

La rubrique *Etudes d'exécution* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 29 du CCAG.

La rubrique *Réception des travaux* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 41 du CCAG.

La rubrique *Assurances* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 8.1.3 du CCAG.

La rubrique *Dégradations causées aux voies publiques* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 34.1 du CCAG.

L'article 8.1 *Pénalités* du contrat déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.4. La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 50.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)